



**Couvercles sur la
démocratie
et
mort de la République**



**Trazibule
04 juin 2018**

Le couvercle se referme, boulons après boulons, sur la démocratie sans que les citoyens ne se rendent vraiment compte de la gravité de ces changements. En voici une triste liste, dans le désordre, de chacun de ces multiples boulons. Oui c'est peut-être trop systématiquement négatif, je sais, j'espère d'ailleurs sincèrement me tromper, alors à vous de juger !

Reste à imaginer et construire des solutions, mais cela n'est possible que si nous comprenons bien la situation actuelle.

Cela fera l'objet d'une suite que vous aussi, pouvez inventer et écrire !

Fin du pouvoir du peuple par le peuple

Loi secret des affaires

Voici une loi qui va permettre aux entreprises d'interdire aux particuliers, aux lanceurs d'alerte et aux entreprises toutes les informations qui pourraient lui nuire.

Avec cette loi même un salarié ne pourrait plus changer d'entreprise en gardant son métier, sans l'autorisation de son employeur qui peut invoquer les connaissances acquises en interne sur les pratiques internes de production.

Avec cette loi impossible à un riverain de se plaindre d'une pollution soupçonnée sans risquer des procès à armes très inégales et sous la menace de frais et de pénalités délirantes, surtout quand on constate les lenteurs de la justice et son fonctionnement inégalitaire.

Interdit dorénavant d'oser signaler des pratiques commerciales frauduleuses, des publicités mensongères, des origines de produits douteuses, des procédés dangereux, des pollutions.

Qui pourra lutter contre une multinationale, genre Bayer-Monsanto défendue par d'énormes moyens financiers, juridiques et des appuis politiques sans risquer d'être définitivement ruiné par un procès face à des avocats extrêmement retards ?

Même un conflit d'intérêt entre politique et entreprise pourrait être considéré comme une atteinte au secret des affaires !

Sarkozy avait déjà tenté de dépenaliser le monde des affaires, Macron est en train de faire bien pire !

Loi RGDP

Oh le bel argument, protéger nos données personnelles !

Et tout le monde tombe dans le panneau, c'est vrai que voir notre vie privée utilisée par tous les rapaces de la publicité, livrée à la surveillance politique de nos puissants, et même détournée pour agir sur des élections de première importance cela ressemble à un beau projet humaniste !

Sauf que c'est exactement le contraire qui va se passer, l'information qui vous concerne n'est pas divulguée, d'accord ! Vous pourrez enfin la contrôler !

Oui pour vous, c'est vrai, mais le fisc, la police, la sécu, les fichiers électoraux, les fichiers médicaux, les fichiers commerciaux, les fichiers de téléphonie ou d'emails eux restent bien actifs. Bref vous n'aurez plus le droit de créer facilement des bases de données nominatives concernant votre entourage mais ceux qui vous dirigent peuvent toujours continuer de le faire ?

Dans la circulation de l'information dont nous comprenons chaque jour de plus en plus toute l'importance, ce sont les petites entreprises, les particuliers, les journalistes, mêmes les scientifiques qui seront pénalisés mais certainement pas les organismes centraux des états !

Les WikiLeaks c'est fini, aller comprendre ce qui se passe dans l'anonymat systématique des seules données qu'on vous autorisera ! Bref ils continueront à tout savoir sur vous, mais vous ne pourrez rien savoir sur eux !

Avec au passage un magnifique argument économique, cela va faire marcher les affaires car ces modifications ont des coûts loin d'être négligeables.

Révision constitutionnelle

Encore un bel argument, réduire le train de vie de l'état va nous faire faire des économies !

Et chacun d'y croire, parfois même d'applaudir, mais quelle est la réalité de ce qui va se faire ? Réduire le nombre de parlementaires, moins de députés, moins de sénateurs, censé faire moins de frais, pourtant que se passe-t-il dans les faits, déjà que l'exécutif a augmenté ses moyens financiers et les salaires de ses acteurs, quand il y aura moins de parlementaires en face d'eux pour critiquer leur action, ce sera moins de poids électoral, moins de démocratie, c'est encore plus de pouvoir centralisé présidentiel accru et finalement beaucoup moins de parole du peuple.

Déjà que la constitution de 1958 reléguait la définition des pouvoirs du parlement après les articles détaillant le pouvoir présidentiel, qu'en plus le président pouvait nier les lois du parlement en ne publiant pas les décrets d'application et imposer ses décisions soit par les ordonnances, soit le 49.3 ou le 44.3, soit voir par simple décret ou publication au journal officiel.

Le président s'était déjà approprié dans les faits l'initiative des lois que même la constitution n'accorde en principe qu'au premier ministre et à l'assemblée nationale, en plus d'avoir la main mise sur la politique internationale jusqu'à avoir le droit de déclarer la guerre ce qui reste quand même un comble.

Alors aujourd'hui cette révision constitutionnelle n'est qu'un renforcement scandaleux de l'exécutif au détriment des valeurs républicaines de séparation des pouvoirs.

Lois économiques européennes

Les commissions européennes indiquent aux états leurs comportements économiques, sans que ces commissions soient élues ou même soient contrôlées, ainsi la plupart de ces décisions ne viennent plus d'une volonté populaire mais directement d'un aréopage de technocrates politiques particulièrement sensibles aux lobbies industriels dont souvent ils sont issus. Ces lobbies dont la pression officiellement institutionnalisée, est doués de moyens financiers relationnels et juridiques énormes.

Qu'il est difficile pour un politique de ne pas penser à son avenir professionnel après son mandat, voilà une carotte qui permet de tout obtenir.

Même le système prévu de pénalités et d'amendes relègue les états eux-mêmes aux rangs de vassaux dociles, privés d'autonomie, incapables d'écouter les choix de leurs populations.

Code du travail

Construit peu à peu depuis des décennies suite aux grandes catastrophes engendrées par la rapacité des grands capitaines d'industrie, le code du travail était devenu un rempart et une arme contre le maladies professionnelles, les accidents du travail, les abus de pouvoir des entrepreneurs.

Au nom de la liberté d'entreprendre, les grandes entreprises ont entrepris sa destruction systématique, mais de quelle liberté parle-t-on ? La liberté de se défendre du citoyen fasse aux puissants pour garder son droit de travailler en toute sérénité, pour assurer un avenir à sa famille et respecter son environnement quitte à s'organiser en syndicats puissants, ou une liberté du genre de celle que revendiquent les mafias d'agir comme bon leur semble précisément pour mieux brider la liberté de ceux qui les nourrissent et les isoler dans une concurrence féroce ?

Fin du droit de protester

Restrictions de manifestations

Ah oui, on a encore le droit de critiquer, de faire grève ou de manifester, mais qu'en reste-t-il s'il faut demander gentiment l'autorisation, devoir accepter un parcours défini, et devoir définir un responsable qui risque gros au moindre dérapage ?

Cela ressemble de plus en plus à l'organisation d'une récréation pour détendre les enfants.

D'ailleurs les résultats de ces manifestations reviennent au même, quand sonne la fin de la récré, tout le monde doit rentrer en bon ordre en classe sous l'autorité du maître. Aujourd'hui il faut prévenir « attention on va faire grève ! » afin que l'employeur puisse organiser ses remplacements, appeler ses intérimaires, mobiliser ses stocks de marchandise, ainsi une grève devient parfaitement inutile pour le combat qu'elle veut enclencher, mieux encore comme Coluche l'avait si bien montré elle est même parfois bénéfique à l'entreprise qu'elle prétend pénaliser !

Mêmes les critiques sont conduites à s'auto censurer avec la menace juridique de plus en plus pesante assise sur un monceau de lois illisibles et de moins en moins tolérantes.

Dénigrement des expressions populaires. Vote référendaires, pétitions et autres...

Malgré une pression médiatique et politique quasi unanime, un référendum populaire a clairement refusé un projet de traité européen, et ceci avec pourtant une belle participation qui précédée d'un intense débat populaire.

Pas grave ! Les politiques ont refait passer ce traité en l'état, un peu plus tard, sans référendum ni débat. Si cela n'est pas une trahison de la constitution qui prétend « donner le pouvoir au peuple » c'est que le mot trahison n'a plus de sens.

Aujourd'hui des pétitions européennes sont censées avoir force de révision de la loi si elles atteignent un certain chiffre déjà particulièrement élevé, sauf que si ce chiffre est atteint ils n'en tiennent pas compte ! Les politiciens continuent à faire à leur idée. Faites des pétitions tant que vous voulez, le but est de vous croire libre, juste de temps en temps sur des sujets mineurs, ils vous laissent croire que nous avons gagné ! Mais au bout du compte vous perdez votre temps, vous indiquez juste aux politiques qu'il faut veiller à présenter leurs dictats sur une forme moins agressive, les repeindre en vert par exemple ou leur donner un habillage démocratique comme la loi RGPD par exemple.

Réduction progressives de tous les acquis sociaux

Alors observez cette lente dérive de la démocratie, rien que par les slogans syndicaux actuels ! Fini les demandes d'avantages ou d'augmentation, la plupart des actions syndicales visent seulement à freiner une trop forte réduction des acquis sociaux. « N'augmentez pas trop l'âge de la retraite, n'abîmez pas trop le code du travail, ne jeter pas trop les leaders syndicaux, ne privatisez pas trop les services publics ».

L'argument de l'état, utilisé lors de la grève des cheminots, est en plus d'un scandale incroyable : « Voyons pourquoi vous mettez vous en grève ? Ce n'est pas vous qui êtes concernés ce seront seulement les futurs embauchés ! »

Comme si les statuts actuels dont ils bénéficient étaient issus de leur propre lutte et pas de la lutte des générations précédentes, comme s'ils se désintéressaient de l'avenir de leurs enfants !

Ce recours à la promotion de l'égoïsme de la part d'un président de la république, est une honte pour l'esprit de notre pays. Il utilise aussi l'argument que certains seraient des privilégiés par rapport à d'autres salariés, et au lieu d'étendre ces privilèges à tous ce que voudrait le principe d'égalité, il veut réduire ces privilèges, un nivellement par le bas d'autant plus scandaleux quand on sait les privilèges que ces politiciens s'octroient à eux-mêmes !

Fin de la liberté

Liberté de la presse

La presse affirme partout sa liberté, mais elle est bridée par une logique économique qui doit obéir aux subventions accordées par l'état et aux publicités octroyées par les entreprises qui ont les moyens d'en faire.

Résultat un journaliste qui veut survivre a besoin de ne pas trop déplaire ni à l'état ni aux entreprises, vous comprenez vite que cela réduit fortement sa liberté de plume, à moins d'avoir le courage d'une Elise Lucet et de sa direction de publication, ce qui risque vite de changer par le poids financier des procès juridiques qui s'accumulent, et qui vont en plus s'aggraver de façon calamiteuse avec la loi sur le secret des affaires.

Mêmes les pays étrangers viennent contrôler leur travail par des censures comme celle qu'a tenté la Turquie pour interdire l'affichage « Erdogan dictateur ». Surtout que ces menaces ne sont plus symboliques ou vides de réalité depuis le massacre à Charlie Hebdo ! Qui osera encore être un journaliste libre et rester vivant avec un tel abandon des notions de liberté de la presse ?

L'histoire de Canal plus acheté par Boloré qui a fait fermer tout ce qui le gênait jusqu'au plus bel attracteur d'audience qu'étaient « les guignols de l'info » est une évidente histoire vécue d'atteinte à la liberté de la presse.

Cela démontre que les puissants n'achètent pas les journaux pour des raisons bassement commerciales, mais prioritairement pour formater les peuples à leurs idées.

Règlementations et services centralisés

Non seulement la démocratie actuelle succombe sous des lois totalement antirépublicaines mais elle utilise aussi des règlementations intérieures, ainsi pour casser l'indépendance des

régions par exemple sur l'environnement et les systèmes hydrauliques, l'état a décidé de monter une grande agence de l'eau, à Paris bien sûr, qui concentre toutes les décisions et récupère une bonne part des financements qui étaient alloués aux régions. L'indépendance des régions pourtant apportait une grande efficacité, de nombreux bénévoles passionnés recueillaient les données sur la diversité des espèces, réalisait les comptages des oiseaux, des poissons, des insectes, des plantes etc., en liaison avec le monde universitaire et les musées, ces données étayaient les politiques locales et limitaient les entreprises dans leurs pollutions, le thème pollueur payeur s'appliquait d'autant plus que la proximité des acteurs permettait de réels dialogues et une compréhension réciproque.

Bon tout est cassé aujourd'hui les bénévoles ne veulent plus donner leur travail à une agence politique qui récupère en partie les fonds des agences locales et impose des contrats de recherche qui n'ont plus d'origine universitaire ou locale mais un intérêt politique et économique évident.

Le monde rural est dirigé par des instances parisiennes urbaines qui ont moins de lien avec le terrain qu'avec le microcosme industriel et politique.

Détournements budgétaires, déplacement des financements politiques

Jour après jour, je découvre au journal officiel des petits détournements budgétaires qui s'accumulent loin des orientations officielles, ainsi l'argent qui entre est octroyé à des budgets sur simple décision du prince, avec des répartitions totalement délirantes.

Pire encore un budget accordé à un ministère peut servir à un autre ministère, ainsi une partie du budget de l'écologie a été utilisé pour favoriser l'industrie nucléaire et Hulot n'a rien dit. Le pauvre il n'ose rien dire, ni sur les projets pétroliers dont régulièrement il prolonge docilement les concessions, ni sur le glyphosate et autres pesticides,

ni sur la mine d'or en Guyane, ni sur les boues rouges de Gardanne, ou l'exploitation des gaz de schiste sur le territoire Français, ni sur le nucléaire malgré les malfaçons révélée d'Areva, alors se taira-t-il même sur la loi littorale ?

Allez un petit amendement dans un coin pour lui faire plaisir et le gros de cette loi sera détricoté !

J'ose même douter sur l'évacuation de notre Dame des landes, accepter une violence institutionnelle jusqu'à balancer un nombre ahurissant de grenades assez dangereuses pour mutiler signifie que le « nettoyage » de cette zone par les autorités a une importance au-delà d'une simple remise en culture avec un retour à la loi.

Je ne serais même pas étonné quand tout cela sera terminé et un peu oublié qu'un tout nouveau projet d'aérodrome ou industriel soit remis en place sur cette zone.

Règlementations politiques des amendements et décisions

Le détricotage républicain et démocratique se traduit aussi par de petites piques réglementaires.

Savez-vous le nombre de petits changements qui vont tous dans le même sens ? Limiter un dépôt des amendements, choisir des dates limites différentes suivant que l'amendement vient d'un député ou d'un ministre, organiser des votes sans quorum, permettre de refaire un vote qui déplaît au gouvernement, limiter les pouvoirs d'une commission de contrôle, tolérer des conflits d'intérêts par des détails réglementaires, faire passer discrètement un règlement nouveau dans une loi complexe, (cavalier législatif).

C'est ahurissant de voir combien de petits freins démocratiques s'accumulent sans vergogne, à travers l'avalanches de textes que plus personne ne maîtrise.

Même la publication des journaux officiels ne permet pas d'y voir clair. Il est si facile d'embrouiller le lecteur par de multiples références à d'anciens articles déjà eux mêmes truffés de références,

que reconstituer le puzzle est d'une complexité telle que chacun abandonne et subit.

Alors changer un taux par ci, un nombre par là, une règle, une pratique, une nomination, passent inaperçus. Et à la sortie le législateur sincère se retrouve piégé par un vice de forme que tout le fonctionnement de l'état a bien contribué à faire ignorer.

Liberté d'internet

Teins donc il existe encore un monde non contrôlé par les puissants ? Internet serait la seule porte de sortie où parler de liberté ? Qu'à cela ne tienne, il suffit de brider les citoyens en interrompant les câbles, Comme d'autres pays l'Egypte bloque Youtube à cause d'une vidéo qui lui déplait, la Chine interdit aux moteurs de recherche de mentionner l'évènement de **Tian'anmen**, les religieux de toutes obédiences se font embaucher pour censurer les sites de rencontre suivant leurs valeurs.

Heureusement en France la liberté d'internet existe encore, mais attendez, ils essayent de faire des lois qui sous le louable prétexte de lutter contre la pédophilie ou le terrorisme visent à contrôler les prestataires de services, faute de pouvoir attaquer les auteurs.

Par exemple si je veux faire une enquête sur les sites islamistes violents, je serais déjà fortement soupçonné et surveillé juste parce que j'ai consulté leurs sites pour les besoins de ma recherche. De même si je veux découvrir l'importance des mouvements pédophiles, je risque fort d'être accusé moi même.

Ils ont d'ailleurs trouvé une fabuleuse solution : avec le « cloud », vos données ne sont plus chez vous mais chez eux, à leur disposition ! Imaginez le pouvoir commercial que cela apporte au propriétaire des serveurs du « cloud », ce n'est pas pour rien que toutes les grandes entreprises se sont précipité sur l'aubaine, et le comble, les gens paient pour cela !

Ils ont même eu le culot de proposer aux particuliers de confier leurs mots de passe à des sites privés, histoire de ne pas les oublier, en

tout cas je suis totalement convaincu que les propriétaires de ces sites, eux, n'ont pas oublié de regarder ce qu'on stocke chez eux !

De son côté Facebook et consorts ne vous montreront que ce qu'ils jugent bon de vous montrer. Vous croyez être sur un réseau social mais vous rester dans votre petit microcosme construit par les algorithmes décidé par Facebook. Et vous vous croyez encore libres sur internet ?

Vous allez dire qu'heureusement que des malins savent encore sauter leurs barrières, mais les états savent encore le faire mieux qu'eux, et arrivent à distance à mettre une usine en panne ou pire encore !

Etat d'urgence

Alors là c'est l'interruption directe et officielle des libertés démocratiques, la loi de la police qui s'octroi des droits au-delà des autorisations judiciaires, et quand le temps dure trop, on retire sur le papier la dénomination « état d'urgence » pour considérer ces règles comme ordinaires.

Et cette pratique approche encore vers la fin de la démocratie et de sa séparation des pouvoirs, pour construire un état autoritaire ce qui se traduit par des répressions qui blessent, mutilent ou tuent des écologistes, des étudiants, des journalistes. Sans que le vrai terrorisme diminue de violence, comme si cette violence était la justification d'une violence policière qui malheureusement se trompe de cible !

Aujourd'hui les médias inondent les esprits de séries policières où un flic exceptionnel, peut se jouer de la loi en toute quiétude car il réussit ses enquêtes, avec des méchants qui sont toujours pris par les flics courageux, et c'est souvent la justice qui est toujours trop clémentine !

Mais quelle image veut-on nous transmettre ? Que la force est plus juste que la loi ? En tout cas la leçon est un peu répétitive si j'en crois les chaînes de tv !

Endettement généralisé

Quand une mafia s'installe dans une ville, elle aime bien financer des commerces ou des industries par des aides généreuses, parfois même en fausse monnaie ou en « service ». Mais une dette se crée, ensuite l'endetté est fermement tenu en état de soumission par une dette d'autant plus impossible à rembourser que la mafia exige de se servir à bon prix dans les productions de son client et sait en plus faire payer ses services de protection contre des agressions qu'elle pourrait provoquer elle-même ou laisser faire.

Au passage, il faut observer que ces mafias assurent cette protection avec la même logique qu'appliquent les états qui sont censés protéger les citoyens contre les agressions... Des états !

Observez le fonctionnement bancaire vis à vis des états ou des entreprises, elle prête de l'argent qui parfois n'existe pas, ce ne sont que des écritures bancaires, une monnaie scripturale. Ensuite l'entreprise ou l'état sont tenus en état de dette non remboursable car les taux d'intérêts s'accumulent et il leur faut emprunter pour continuer et un emprunt qui sert en partie à rembourser un emprunt précédent additionne les taux des deux emprunts.

La somme de toutes les dettes du monde dépasse déjà trois ou quatre fois la valeur du monde lui-même ! De même que la liberté d'action des mafias dépend directement de la position de soumission de ses « clients » donc de leur absence de liberté, les dettes sont précisément le meilleur moyen de priver quelqu'un de sa liberté d'action. A coup de dette la liberté individuelle est détruite au profit de la liberté d'entreprendre.

Fin de l'égalité

Justice à plusieurs vitesses

Qui vole un pain parce qu'il a faim car il est sans travail, ni logement est condamné à deux mois de prison ferme en comparution immédiate.

Qui vole des milliards a en général les moyens de ne pas se faire prendre, mais s'il se fait prendre, quand il a des entreprises il est trop gros pour être fermé alors on le tolère.

Si c'est un politique les procès s'éternisent en longueur au delà de la vie même du coupable comme pour Pasqua ou Dassault.

Et si un procès doit arriver à terme le politique peut être jugé coupable avec dispense de peine n'est ce pas Madame Lagarde ?

Il faut la bêtise d'un Cahuzac pour non seulement faire des irrégularités mais en plus s'enfoncer lui-même par des affirmations péremptoires, pour qu'un procès arrive à terme mais en plus il ne fera probablement jamais de prison réelle mais devra rester chez lui en Corse dans sa villa, condamné à rester en vacances malgré les sommes détournées.

Avec une justice qui pratique la comparution immédiate pour les faibles, et une justice aux délais très élastiques pour les forts, elle perd toute crédibilité.

Elle prouve ainsi sa dépendance aux forces de pouvoir, elle démontre qu'il n'y a plus de séparation du pouvoir judiciaire des pouvoirs économiques ou exécutifs.

Fin de la solidarité

Santé à plusieurs vitesses

La sécurité sociale est payée par les contributions de tous pour servir à soigner tout le monde, cette simpliste solidarité est égalitaire, reste juste à veiller que cela reste vrai.

Mais d'un côté on accorde cette solidarité à des populations qui n'ont jamais contribué, ainsi on soigne gratuitement et discrètement des chefs d'états étrangers dans des hôpitaux français parce qu'ils n'ont pas été capables de développer un système de santé dans leur propres pays !

On soigne aussi des populations migrantes issues des guerres que nous nourrissons avec nos ventes d'armes, alors qu'elles n'ont pas contribué et pour palier à ces pertes, il faut charger de taxes ceux qui travaillent mais surtout pas les actionnaires qui profitent entre autres des ventes d'armes ou de médicaments.

Alors cette gestion illogique diminue la qualité des soins et leurs remboursements, et poussent les salariés à compléter ces manques par des caisses de mutuelles souvent privées qui deviennent peu à peu obligatoires et offrent à seuls ceux qui en ont les moyens de se soigner, laissant aux autres une médecine au rabais.

Ils auront payé deux fois, une fois la sécu et en plus la mutuelle.

Mais les épidémies se foutent bien de la qualité financière de ses cibles, et laisser une part importante de la population dans une situation sanitaire dégradée est un risque pour tous.

Au moindre problème économique l'état se régale de diminuer les contributions sociales pour « sauver l'emploi », il s'en fout ce n'est pas lui qui paye c'est le salarié qui touchera moins de remboursements sociaux.

En tout cas avec cette médecine à vitesse, et ces grignotages successifs des contributions sociales, ils détruisent volontairement la sécurité sociale pour le plus grand profit d'une médecine privée et de ces groupes financiers qui lorgnent depuis longtemps sur ces

énormes mouvements d'argents qui échappent encore à leur rapacité.

Formation universitaire fonctionnelle

L'école, les collèges les lycées les universités existent pour former un peuple, sa morale, sa culture, ses arts ses sciences, son histoire, et aussi ses métiers, vouloir réduire la formation à cette seule dernière dimension économique conduit à un détournement des objectifs d'un peuple qui est d'abord de vivre en toute quiétude et sérénité, où son travail sert à vivre, mais pas une vie dont le seul but serait le travail.

Mettre les gens au service des entreprises est un non sens c'est l'entreprise qui doit être au service des gens.

Seulement, développer l'intelligence et la culture c'est aussi développer l'esprit critique sauf que tout pouvoir redoute précisément l'esprit critique qui peut lui faire perdre son statut.

Alors bien que depuis des décennies, la preuve est faite que des méthodes éducatives donnent des résultats spectaculaires, nous continuons à organiser un système qui casse l'initiative, encourage la concurrence et la compétition individuelle, oublie l'émulation et la solidarité, fabrique des têtes pleines mais dociles et dénigre les têtes qui réfléchissent en toute indépendance.

La démocratie se construit avec des citoyens informés et critiques qui savent choisir en toute connaissance de l'histoire et de la morale.

Avec des militants obéissants et motivés par les seules motivations économiques, ne se construisent que des dictatures, qui peuvent dériver vers les pires dérives criminelles ou guerrières, car il n'y a pas de solution sages issues de peuples ayant perdu toute sagesse.

Alors on abêtit les peuples à coup de pub, de sports, de musiques industrielles, de scandales peuples ou de faits divers sordides montés en spectacles.

On le motive à agir par des effets émotionnels spectaculaires, au lieu de susciter des réflexions intellectuelles documentées, et il suffit de

lui désigner un ennemi pour qu'il se précipite alors sur la cible sans voir ou comprendre pourquoi on la lui désigne.

Il est dit « quand le sage montre la lune l'imbécile regarde le doigt », alors que le citoyen conscient devrait se demander « mais pourquoi ce sage veut-il que je regarde la lune ! »

Derniers détails, avez-vous constaté comment de moins de moins de libertés de choix sont accordées aux inscriptions des étudiants en université ? Les jeunes ne sont plus aussi libres de choisir ce qu'ils ont envie d'apprendre. L'organisation future de la société est donc plus décidée par un état que par le désir de ses jeunes citoyens.

Fin des principes de laïcité

Communautarismes

La séparation des pouvoirs et la séparation des religions et de l'état fondent la notion de république et de démocratie, car cela donne à chaque rôle son importance et sa compétence, et permet un équilibre par un contrôle réciproque des pouvoirs.

Mais aujourd'hui pour des intérêts économiques ou électoraux, on assiste à la montée des religions et leurs rivalités respectives retentissent dans la vie quotidienne. Cela se traduit par des communautarismes construisant des lieux de vie fondés sur des lois différentes, rompant l'unicité de l'état et des populations, créant des zones de conflits frontaliers internes aux villes et aux quartiers.

Les religions s'imposent de plus en plus à l'éducation par le biais des écoles privées largement subventionnées discrètement par des fonds publics au mépris de la loi, l'école publique se retrouve par conséquence privée de ces moyens, et se dégrade jour après jour.

Les exercices des certificats d'étude de mon enfance seraient peut-être trop compliqués pour les bacheliers actuels !

Les enseignants, les médecins, les scientifiques se retrouvent confrontés à des affirmations péremptoires issues de livres archaïques, et s'ils veulent les refuser, des associations les attaquent

pour discrimination de croyances religieuses ! Comme s'il était prouvé que croire suffit de preuve !

Alors les religions commencent à s'immiscer dans l'art, dans les mairies, dans les hôpitaux et même dans les lois : Quand une loi mémorielle s'écrit, quand un statut spécial est prévu pour les ressortissants d'une religion, quand l'état lui-même se compromet dans une cérémonie religieuse quitte parfois à apporter ses financements c'est la fin de la laïcité.

Et si une loi est écrite sur la base d'une conviction religieuse cela crée des citoyens favorisés par cette lois et d'autre citoyens rejetés, voir mis hors la loi. Rédiger une loi sur une conviction intime est une injustice par définition et c'est le premier pas vers un massacre à venir.

Productions et ventes d'armes

Une démocratie devrait avoir le souci humaniste du reste du monde ne serait-ce que parce qu'elle comprend qu'elle ne peut pas assurer sa sécurité si le monde autour d'elle est en guerre.

Mais si pour des raisons sordides de profit, elle assure sa richesse par la fabrication et la vente d'armes de ses sociétés privées, elle contredit à sa vocation démocratique.

Un vendeur d'arme vit de la guerre et fera tout pour le bonheur de ses banquiers et actionnaires quitte à envenimer les moindres conflits, si lucratifs pour son commerce, quitte même à vendre à chacune des deux parties en guerre.

En prime cela impose à notre pays d'avoir un niveau d'armement encore plus élevé pour ne pas risquer d'être attaqué par nos propres clients ! Et pour prouver l'efficacité de ses armes la tentation est forte pour le pays, de faire des opérations guerrières soi même.

Comment les discours pacifiques d'une telle démocratie peuvent-ils encore garder la moindre crédibilité ?

Il ne faut aussi surtout pas que les citoyens refusent ce commerce criminel. Alors à coup d'argent, de manipulations syndicales de défense de l'emploi quel que soit la production, de mensonges et

d'un énorme secret un vrai couvercle de silence est posé sur ces commerces, pour cela ils feront tout ce qu'il faut pour détruire toute opposition démocratique populaire.

Recul écologiques majeurs !

Malgré une volonté populaire réelle pour les choix écologiques de protection de l'environnement, l'état décide sans débats de prolonger les permis d'hydrocarbure sur le territoire français. Il veut autoriser une énorme mine d'or en pleine zone de forêt vierge en Guyane, autoriser des explorations d'hydrocarbure sur les récifs coralliens dans ce même territoire. Il souhaite dégrader la loi littorale, laisse en circulation le glyphosate, s'enlise dans une impasse nucléaire couteuse et polluante, laisse libre la vente de produits alimentaires toxiques, promeut pour le plus grand profit des labos des vaccins à outrance. Où est l'écoute de la demande populaire ? Où est même le débat sur ces questions dans ce gouvernement ?

A chaque fois nous avons « le fait du prince » qui décide et impose. Et n'allez pas dire que l'assemblée nationale peut exprimer cette volonté quand on voit son fonctionnement réel.

Reculs urbains majeurs bâtiment, transports, trains, autoroutes, vitesses, amendes,

Une loi littoral « assouplie » pour « permettre la construction de logements car nous manquons de logements » comme si ils allaient construire au bord de mer des logements pour des SDF !

Il existe des zones non utilisées entre des logements existant des « dents creuses » comme ils aiment le dire péjorativement, mais ainsi c'est tout le long du littoral que peu à peu le béton va servir, toute zone vide devenant une « dent creuse » !

Cette mentalité se passe aussi dans les villes où les zones vertes deviennent ensembles bâtis. Ce sont ces legs reçus il y a longtemps

pour le bien public par de généreux donateurs, que les communes refilent ensuite au privé sans respect des volontés posthumes.

Ce sont ces trains que les fonds publics ont bâtis qui deviennent comme les autoroutes des biens au bénéfice du privé, avec toutes les disparitions de lignes jugées non rentables alors qu'elles sont indispensables pour ceux qui n'ont pas la chance d'être en nombre suffisant pour intéresser une entreprise.

Autrefois le prix du train était au kilomètre, et tout le territoire était couvert de lignes, la notion d'égalité dans les transports primait ! Aujourd'hui dans un même train sur une grande ligne chacun a payé un prix différent. Et même au mépris de toute logique ou d'économie énergétique, il est moins cher d'aller de Marseille à Bordeaux en passant par Paris !

Ajoutez ces limitations de vitesses toujours plus nombreuses sur les voies publiques déplaçant les trafics vers les autoroutes privées, et ces amendes qui culpabilisent les citoyens et leur enseigne une docilité digne de l'obéissance militaire.

Plus besoin d'un Dieu pour marcher droit, une machine suffit !

Mouvements de jeunesse devenant activité de tourisme

Les mouvements de jeunesse qui transmettaient la solidarité et l'esprit d'initiative, dans une relative liberté et autonomie deviennent aujourd'hui considérés comme des activités touristiques.

Toutes les règles imposées de déresponsabilisation des acteurs avec une telle exigence sur l'encadrement, supprime l'idée même de transmission de la responsabilité individuelle aux jeunes.

Tout ce que nous faisons aux éclaireurs de France est aujourd'hui interdit !

La notion de colonie de vacances devient purement une activité d'animation ludique à consommer, sans aucune initiative individuelle.

Je reste convaincu que sans prise de risque il n'y a pas d'acquisition de notions de responsabilité.

Espaces de libertés restreints, parcs, montagnes, océans, forêts, rivières, villes !

Peu à peu tous les espaces de liberté deviennent des espaces limités, que ce soient les montagnes devenues parcs régionaux truffés de réglementations, ou l'alpinisme qui va finir par être soumis un jour ou l'autre à examens, permis et assurances !

Que ce soient les mers, elle aussi de plus en plus réglementées ! Que ce soient les rivières appropriées par EDF à cause de ses barrages et qui deviennent même des zones à risques ou interdites ! Que ce soient les campagnes qui limitent maintenant les cueillettes, les ballades, les pique-niques, sous prétexte de risques de pollutions ou d'incendie ! Partout les zones de liberté s'éteignent les unes après les autres, les cours de récréation deviennent insipides, les jeux limités, même en ville, les parcs ou les places publiques se réglementent à tout va, impossible de se réunir librement sans risquer une « atteinte à l'ordre public » sévèrement réprimée.

Souvent vous ne pouvez pas planter ce que vous voulez, certains sont même trainés en justice parce qu'ils n'ont pas traité leurs plants comme la loi l'a décidé. Même vos animaux doivent être pucés (marquage électronique), étiquetés, déclarés, assurés ! Même vos ordures doivent bientôt être emballées conformes !

Liberté de circulation, des capitaux des armes des idées et des personnes

Quelle liberté de circulation existe ? Partout il faut des papiers d'identités, des pays entiers deviennent interdits et dans nos villes certains quartiers réglementent les visites soit par la délinquance qui protège ses trafics, soit par l'argent qui clôture des lotissements entiers ou des grands ensembles résidentiels.

On a remplacé la liberté de circulation des hommes et des idées par celle des armes et des banquiers !

Votre propre argent est dorénavant parqué dans un compte bancaire obligatoire d'où il n'est pas facile de le retirer, et où le fisc, la police, les services d'état peuvent venir voir, bloquer ou prélever.

Fin de la fraternité

Destruction et criminalisation des principes des solidarités

Si vous avez le culot de vouloir aider votre prochain en lui donnant un peu de travail, ça y est vous êtes sous le coup de la loi, il doit être déclaré sinon c'est du travail au noir, si vous l'aidez parce qu'il est dans les ennuis, si vous l'hébergez, on vous accuse de favoriser sa migration ou on vous soupçonne de lui vendre vos services.

Le délit de solidarité est clairement en train de se construire. Si vous souhaitez apporter votre aide bénévole aux personnes âgées, vous êtes accusé de casser le travail salarié des professionnels du secteur et de faire le jeu de ceux qui les exploitent en diminuant la nécessité de les embaucher.

Si vous travaillez gratuitement parce que vous aimez ce que vous faites, l'état considère que c'est du travail au noir avec une rémunération dissimulée. L'état a même soupçonné un bistrotier de travail au noir parce qu'un client rapportait ses tasses au comptoir ! Si vous prêtez un bureau de votre entreprise à votre proche idem ! Le principe de solidarité est considéré comme une tricherie !

Commercialisation de la culture et des sports

Le sport avant c'était des terrains mis à disposition de tous les enfants pour jouer, développer leur santé et leur convivialité, au pire le moindre terrain vague faisait l'affaire, sauf qu'aujourd'hui difficile d'en trouver ! Même les gitans ont de la peine à parquer leurs caravanes malgré la loi qui devrait le permettre.

Aujourd'hui ce sont des stades financés par des fonds publics mis à disposition des clubs pour faire des affaires commerciales !

Le spectacle prime sur la santé des citoyens, pire même ce spectacle sert à financer des campagnes de publicité pour des produits qui précisément détruisent souvent la santé !

L'esprit de lucre, la concurrence, la compétition, les salaires totalement délirants font oublier dans l'esprit citoyen les notions d'émulation, de coopération et même celle d'esprit d'équipe en rassemblant des célébrités qui n'ont en commun que le don de savoir commercialiser leurs compétences.

Même les supporters sont en concurrence au point parfois d'aller jusqu'au lynchage summum de l'absurdité d'un système censé élever la compréhension entre les citoyens !

Privatisation de la monnaie

La monnaie peut-être considérée comme le sang de l'économie, mais voilà qu'elle a été confiée à ceux qui en vivent : les banquiers.

Existe-t-il plus formidable conflit d'intérêt que de confier l'instrument de mesure des échanges économiques précisément à ceux qui en font commerce !

Confieriez-vous la définition du kilo à celui qui vous vend des patates ? Et puisqu'ils en vivent, ils ne veulent surtout pas qu'elle se dévalue, risquant ainsi de vider leurs coffres sans les ouvrir et réduisant en plus les dettes de leurs obligés !

Alors puisqu'ils fabriquent eux-mêmes leur richesse en émettant de la monnaie scripturale, il faut la prêter précisément à ceux qu'ils ont privé de monnaie, afin que les intérêts bien réels eux, viennent remplacer l'inflation. Mais comme y a toujours plus de monnaie en circulation vu qu'elle ne coûte rien à inventer, il faut toujours plus dettes, et une dette c'est génial pour soumettre un débiteur aux volontés du créateur.

Entre autres ils obligent ainsi même les états à venir corriger leurs propres erreurs en leur imposant de prélever fiscalement sur ceux qu'ils exploitent déjà, ce qu'ils n'ont pas réussi à prendre par des

voies commerciales ! La terre est déjà hypothéquée pour trois fois sa valeur !

Plus aucune liberté de décision n'est possible pour les citoyens pris entre l'étau des dettes, la soumission de leurs gouvernements et la confiscation monétaire, car ne vous trompez pas votre argent ne vous appartient plus, il est obligatoirement inscrit dans des banques qui vont bientôt même finir par supprimer le papier monnaie pour ne plus se sentir menacé par un possible retrait imprévu de votre part.

C'est exactement ainsi qu'agissent les mafias quand elles s'approprient une ville, réclamer politiquement une liberté d'entreprendre par une diminution des obligations légales, endetter les gens en prétendant les aider, et ensuite prendre leur part du gâteau en les menaçant de ne plus les protéger contre ses propres agressions ! Oui je sais, je me répète !

La liberté accordée aux puissants crée la soumission imposée aux autres :

Privatisation des barrages

Seule ma France veut appliquer cette directive de la commission européenne refusée par tous les autres pays. Sous prétexte de concurrence libre et non faussée (mythe dont il est facile de démontrer l'absurdité) la commission veut que les pays privatisent leurs barrages. En conséquence ce sont la moins couteuse des sources d'énergie et les approvisionnements en eaux qui deviennent privés.

Sans compter la surface cadastrée gigantesque dont le pays se dépossède. Imaginez vous, possédant un grand barrage, avec l'optique de le rentabiliser au maximum ! Il sera si tentant de jouer sur les stocks d'eau pour la vendre aux agriculteurs ou aux villes au prix le plus fort possible ! Comme pour les céréales la spéculation est le plus sur moyen de faire monter les prix ! Vous verrez des investisseurs acheter ou vendre l'eau à l'avance en spéculant sur les inondations ou les étiages. « Ah vous voulez que je ne relâche pas trop d'eau alors payez ! » ou les sécheresses « oh il n'ya plus d'eau ?

Pauvres de vous, je la vend au plus offrant ». « Tiens donc vu le prix du terrain et si je vidais le barrage pour vendre les terres libérées ? » « Ah au fait la rivière en aval c'est à moi ! N'y allez plus car parfois je relâche l'eau et c'est dangereux ! » Sans eau libre plus d'agriculture libre, plus de décision politique libre, la soumission par la nécessité vitale ! Imaginez les tractations futures entre les usines, les paysans ou les villes à qui pourra mieux payer leurs eaux !

Je suis même convaincu que l'industrie nucléaire privée peut acheter ces barrages pour éliminer cette concurrence (libre et non faussée ?) et se donner en prime une belle image écolo !

Pillage des mines, des pays sous-développés, du pétrole, de l'atmosphère, des océans, des nappes phréatiques, des forêts, des ...

Dans cette longue liste non exhaustive, il faut ajouter cette appropriation des zones sous-terraines qui n'appartiennent jamais aux populations mais toujours aux entreprises privés. Ainsi que les océans pillés par des entreprises de pêches qui ont tous les droits loin des côtes et des contrôles, même les nappes d'eau souterraines échappent aujourd'hui aux citoyens.

Votre propre puits s'assèchera suite aux pompages industriels, même votre air a peu de chance d'être propre si l'usine voisine décide de le consommer pour ses fourneaux.

Face aux puissances d'argent qui peut même encore garder sa terre surtout dans des pays corrompus ou sans cadastre ? Vu les écarts de fortune, les vigneron endettés sont tenté de vendre les meilleurs vignobles aux plus offrant quels que soient leurs pays ou leurs intentions. Il n'y a aucune raison que les terres agricoles ne disparaissent dans des fonds spéculatifs, organiser la pénurie est la voie royale vers la fortune !

Alors quelle parole reste-t-il aux peuples face aux dictats des finances ? Le modèle de l'organisation de l'entreprise construit sur la

dictature du chef d'entreprise et de son conseil d'administration, s'impose aux états eux-mêmes.

La notion de République, pouvoir du peuple par le peuple paraît aujourd'hui très désuète, la notion de démocratie, décisions collective et gestion pacifique des conflits, n'a plus de poids face à la rentabilité des guerres et la facilité des dictatures outillées des pires moyens de surveillance informatique.

Appropriation du langage

Aujourd'hui cette logique s'est même approprié le langage, déformant le sens des mots. Comparez ce que veut dire économie pour votre grand-mère et ce qu'elle signifie aujourd'hui !

Entendez ce si beau le mot de liberté devenu l'argument majeur pour prôner « la libre entreprise » libre de vendre d'acheter de soumettre et de virer les humains.

Entendez-vous le mot égalité dans les verdicts judiciaires actuels rendu face aux sdf ou aux politiques.

Où sonne le mot solidarité quand on met en accusation des générosités solidaires.

Même le mot laïcité est devenu étendard pour les mouvements extrémistes pour revendiquer leur droit de répandre leurs violences et imposer leurs idées.

Conclusion

Il ne s'agit plus constater ces dérives mais de les contrer avec toutes les forces nécessaires, la non-violence n'a pas d'efficacité face à la violence institutionnelle, il faut imaginer d'autres formes de lutte plus courageuses, sinon la république et la démocratie seront reléguées au souvenir de l'histoire sur une planète devenu machine soumise à une logique égoïste la conduisant à sa perte écologique.

Autant d'impuissance est déprimant, pourtant il existe des solutions réelles et efficaces. Non ce ne sont pas des utopies, pourquoi

dénigrer ce mot d'ailleurs quand on constate que tout ce que nous avons de bien aujourd'hui est issu des utopies de nos ancêtres ?

Alors pour vous remonter le moral, je vous invite à lire la suite : des propositions pour reconstruire une république.

Celles que vous pourriez écrire vous-mêmes seront certainement bien meilleures que les miennes, mais plutôt que nous critiquer, nous contredire en vain, plutôt que de se retrouvé obligé de nous battre contre des décisions mal prises, puisque nous ne sommes d'accord sur rien, alors, mettons nous d'accord sur la méthode d'en débattre, c'est exactement cela le principe d'une constituante.

Voici une longue liste des multiples agressions évidentes ou discrètes qui s'accumulent peu à peu contre l'idéal républicain et les valeurs démocratiques.

L'art de résoudre les conflits par les débats entre les citoyens pensant différemment mais respectant leurs arguments réciproques, permettant que des décisions prises ne soient pas sources de conflits mais résultat de consensus, est remplacé par une logique qui s'impose par une technocratie financière qui n'admet aucune entrave.

La liberté de penser, de critiquer, de publier se soumet à des logiques commerciales, même l'histoire est réécrite pour encenser les idées d'une classe qui dirigent, et la géographie est redessinée par la rentabilité des guerres.

Le financier, et le journaliste se sont mariés pour s'acheter le politique, manœuvrer le législatif et soumettre la justice, imposant une logique où le peuple n'est plus que clientèle à qui on raconte encore la fable républicaine, pour mieux le conduire vers une soumission totale à des fonctionnements technocratiques centralisés qui ont banni les notions de solidarité et d'écoute.

